

Anne Tristan

Anne Tristan est l'auteure de l'ouvrage *Au front*¹, publié après avoir passé plusieurs mois dans une section du FN à Marseille en 1987.

Elle a participé aux débuts du réseau antifasciste Ras L'Front.

Ras L'Front

Qu'est-ce qui est à l'origine de l'association Ras L'Front, quels ont été ses axes de lutte et ses différences avec les associations antiracistes traditionnelles type SOS Racisme ?

Ras L'Front est né d'un appel, paru dans le journal *Politis*, et intitulé « Le temps de la contre-offensive est venu », en 1990. Cet appel est publié alors que la progression électorale du FN ne cesse de se confirmer depuis 1983, et sous un gouvernement de gauche qui prend des mesures contre l'immigration, avec notamment des attaques contre le droit d'asile, une modification de la politique des visas, du regroupement familial. Cette série de mesures sur l'immigration montre que le gouvernement au lieu de la combattre fait écho à cette poussée xénophobe, et partant, la légitime.

L'appel est rédigé par une vingtaine de personnalités, notamment Gilles Perrault, par certains auteurs de polars ou d'essais, mais il est publié en tant qu'appel des 250 car il recueille d'autres signatures. Il repose sur trois idées majeures. Tout d'abord, il s'agit d'appeler un chat un chat, et de désigner le FN comme un parti fasciste, de ne pas se tromper sur sa nature alors que certains parlent de l'intégrer au jeu démocratique. Deuxième idée, ce n'est pas en faisant des compromis douteux avec ce type de courant qu'on lutte efficacement contre le FN. Il y a là une critique directe des projets anti-immigration. Enfin, ce n'est pas en cassant le tissu social, en menant des politiques antisociales et libérales, qu'on lutte contre le FN. L'appel exprime donc la volonté de dénoncer le fascisme, de refuser tout compromis xénophobe, et de se saisir du problème politique, social et économique : il s'agit de se battre contre le FN sur tous les terrains et par tous les moyens. Cet appel tranche avec la tonalité morale des dénonciations précédentes du FN, avec la dénonciation du racisme en général et de manière abstraite. Il s'attaque spécifiquement à une force politique, le FN. Il y a donc un passage au champ politique, et la question est posée du fonctionnement démocratique de la société française, ainsi que de la nécessité de faire d'autres propositions sur le terrain social pour combattre le FN.

L'appel se transforme en mouvement suite à la profanation du cimetière juif de Carpentras en mai 1990. Cette agression antisémite provoque un sursaut de

dégoût et de rejet. Des manifestations de taille expriment une indignation collective, et la question de l'influence du FN sur la société française est posée par de nombreuses personnes. Les déclarations de Le Pen sur un plateau de télévision présentant en 1987 le génocide des Juifs comme un détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale sont alors très présentes dans les mémoires. En tous cas, le constat est là, dans la foulée, l'appel devient pétition, est signé par des milliers de personnes, et *Politis* centralise les signatures.

Quels sont les relais politiques ou associatifs de l'appel ?

Décrire tous ces relais à l'échelle nationale est complexe ; au début les situations varient d'un endroit à l'autre. Des individualités, des militants antiracistes, engagés dans la défense des droits des immigrés, des droits de l'homme s'investissent ; des militants politiques font individuellement signer l'appel, mais il n'y a pas de décision centralisée d'une quelconque organisation. Cependant les initiateurs de l'appel se situent dans ce qu'on a appelé la gauche de la gauche.

Quelle a été l'origine des collectifs, quelles forces individuelles et organisationnelles s'y sont investies ?

À l'automne 1990, la question se pose, face à ces milliers de signatures, de savoir comment organiser toutes ces personnes. Les signataires qui le désirent sont mis en contact ville par ville et incités à monter des collectifs qui ne s'intitulent pas encore Ras L'Front. Certains milieux, journalistes, artistes, syndicalistes sont sollicités de la même manière... Les premiers collectifs rassemblent des personnes d'horizons très divers. Il y a des gens qui n'ont jamais eu aucune pratique politique ni même associative, d'autres qui l'ont perdue et espèrent retrouver un espace d'expression, d'autres enfin qui sont militants. Si quelques personnes de droite – rares – peuvent reconnaître sur le premier principe de l'appel, la nécessité de dénoncer le fascisme, voire sur le deuxième, le refus de toute compromission, le troisième point, la nécessité d'une réponse sociale d'ampleur, les éloigne toutefois assez vite des collectifs.

Le lien qui unit les différents collectifs est d'abord un bulletin, puis le journal *Ras L'Front*. Cette presse permet d'investir l'espace public, de vendre sur les marchés et de s'opposer ainsi aux militants FN. Elle devient, à la suite de l'appel, un outil du réseau, comme un besoin naturel qui correspond aux objectifs de Ras L'Front : il permet un travail quotidien entre les élections pour combattre le FN.

Sociologiquement, quelle est la composition des collectifs Ras L'Front ?

La majorité des forces militantes régulières qui composent Ras L'Front sont très liées à la gauche de la gauche, et au mouvement social. Sociologiquement, il s'agit de personnes relativement préservées du chômage, avec des

emplois plutôt stables. Il y a également beaucoup de jeunes et des implantations dans les facultés. Mais notre société connaît un fort degré de ségrégation sociale, et rares sont les collectifs Ras L'front qui ont pu entraîner un nombre significatif d'immigrés ou enfants d'immigrés. Les collectifs se situent aussi bien dans des zones très marquées par le vote FN, comme à Marseille, Vitrolles, dans l'est parisien que dans des endroits moins touchés, comme l'ouest de la France.

N'y a-t-il pas un décalage avec la population des quartiers qui vote ou peut voter FN, celle qu'il s'agit de toucher, et les militants de Ras L'Front ?

Il faut tout d'abord rappeler que le vote FN n'est pas exclusivement un vote des pauvres, ou du *Lumpenproletariat*. Il concerne toutes les couches sociales. D'autre part, réussir à s'implanter dans des quartiers où la majorité de la population vit dans la précarité ou la peur du chômage est un problème qui ne touche pas que Ras L'Front, mais l'ensemble des forces politiques, syndicales, associatives. Les militants de Ras L'Front, issus pour beaucoup des sociabilités militantes traditionnelles (syndicalisme...), ont autant de mal à trouver des relais actifs dans les quartiers populaires que les autres militants. Redonner l'espoir dans l'action collective et solidaire ne se décrète pas, cela se construit, et chaque collectif Ras L'Front, dans son contexte local, tente d'y contribuer.

La préoccupation du réseau était de pallier cette désertion de certains espaces publics par les militants politiques ou syndicalistes, au profit des militants du FN. Il s'agissait ainsi de tenir les marchés, de ne pas laisser seuls les militants FN, de ne pas laisser entendre que leurs voix. La vente régulière de *Ras L'Front* sur les marchés, la distribution de tracts, a parfois permis de les chasser, en clair de les dissuader d'y revenir. Elle a en tout cas permis de lutter contre l'idée selon laquelle Le Pen disait tout haut ce que tout le monde pensait tout bas : nous sommes là, et nous disons le contraire de ce que dit Le Pen.

Se battre contre le FN et par tous les moyens, c'est aussi tenter de répondre aux activités du FN par des contre-activités. Si le FN se construit par une présence sur les marchés, il le fait également par une activité de porte-à-porte, au plus près des populations. La convivialité, les réunions « Tupperware », jouent aussi ce rôle, reconstituent du lien social en faveur du FN. Nous avons essayé de reconstruire du lien social en organisant des débats, des fêtes. L'idée était d'aller au plus près, d'irriguer par notre militantisme ces espaces désertés par la politique, de retrouver des liens sociaux forts. Le bilan n'est pas forcément convaincant mais la volonté a existé : Ras L'Front Vitrolles par exemple organisait des débats publics et des fêtes au cœur du quartier des Pins, ce n'est qu'un exemple.

Mais Ras L'Front ne pouvait et ne peut pas être la réponse à un problème d'ensemble de la société.

Quelle a été l'évolution de ces investissements ?

Il y a eu des moments forts de Ras L'Front. Il n'a pas échappé aux recrutements cycliques, au moment des échéances électorales, qui permettaient de fortes mobilisations contre le FN. Le réseau a connu un mouvement ascendant jusqu'en 1998, date de la scission du FN. Il a souffert de l'impression que le FN était devenu un phénomène périphérique. Si ce sentiment a peu joué sur les petites équipes d'animation de Ras L'Front, qui pensaient que le phénomène allait malheureusement persister, il a touché plus largement ceux qui aidaient à diffuser le journal et à tenir les marchés, ceux qui venaient aux réunions publiques. De cent-quatre-vingts collectifs en 1998, le réseau est passé à une petite centaine fonctionnant de manière beaucoup plus réduite.

Quels ont été les types d'action privilégiés par Ras L'Front, comment peut-on évaluer les résultats ?

Ras L'Front a surtout permis d'éviter une banalisation du FN. Certaines initiatives spectaculaires, comme le lâcher d'une banderole FN = fasciste place de l'Opéra lors d'un discours de Le Pen, les contre-manifestations systématiques, les manifestations aux portes des conseils régionaux en 1998, ont contribué à laisser présent dans les esprits que le FN n'était pas un parti banal mais dangereux. Une position, une attitude et un comportement antifascistes ont été exprimés par Ras L'Front et se sont diffusés au-delà des cercles politisés. Il s'agit là d'un acquis positif. Le principe de manifestations unitaires systématiques a été développé souvent sous l'influence de Ras L'Front. Tout cela a permis d'éviter pour la France une situation à l'italienne ou à l'autrichienne. Ras L'Front a contribué à diffuser l'idée que c'est en recourant à fond aux droits démocratiques, en usant de notre liberté de manifester, de nous associer, que nous pouvons lutter contre le FN.

Comment ont été ressentis par Ras L'Front le 21 avril 2002 et les mois qui ont suivi ?

Les militants réguliers de Ras L'Front n'ont pas été surpris par le score de Le Pen. Le numéro du journal paru avant les élections annonçait un score en progression du FN. Ce qui a constitué une surprise, c'est la présence de Le Pen au deuxième tour, due à la décomposition de la gauche gouvernementale, au rejet de la politique menée par le gouvernement Jospin.

Les collectifs existants, parfois en sommeil, les équipes anciennes, se sont reconstitués. De toute façon, au printemps 2002, la mobilisation dépassait de loin la seule zone d'influence de Ras L'Front. Le réseau a bien fonctionné, et beaucoup de choses se sont remises en route, comme on pourra sans doute le constater lors des prochaines échéances électorales. Mais depuis, le réseau, comme tout le mouvement social, a été confronté aux attaques du

gouvernement, et tout d'abord aux lois sécuritaires, aux mesures contre les sans-papiers, aux démantèlement sans précédent du droit d'asile. Des militants se sont engagés dans des collectifs contre ces lois, et le réseau Ras L'Front s'est retrouvé encore à lutter sur plusieurs fronts à la fois. Par ailleurs, un grand nombre de ceux qui s'étaient agrégés à la lutte antifasciste en avril-mai n'y étaient plus en septembre.

Ras L'Front porte une aspiration qui le dépasse et sur laquelle il n'a pas plus de réponses que les autres : la nécessité d'une alternative, d'une réponse politique au FN. Cette dimension existe dès l'origine. L'appel des 250 expliquait que « Le temps de la contre-offensive est venu », posait la nécessité d'un programme d'action politique. Cette alternative, Ras L'Front n'est pas en mesure de la proposer, puisqu'il ne s'agit pas d'un parti mais d'un réseau.

Une partie de la jeunesse s'est mobilisée en avril 2002. Ras L'Front a semé sa petite graine, celle d'une dénonciation pas seulement morale du FN. Une chose cependant est de participer à une manifestation antifasciste. Une autre est de passer à un engagement quotidien, et au-delà à la construction d'une alternative. L'individualisme des années 1980 et 1990 a fait des ravages, et de nombreux jeunes ont peu de références montrant qu'une action collective peut payer. Même la référence à novembre-décembre 1995 n'appartient pas forcément au patrimoine de ceux qui étaient trop jeunes pour y participer. Les militants des partis, associations, syndicats, appartiennent souvent à une génération plus ancienne, avec des pratiques qui étonnent ou rebutent les plus jeunes. Mais il ne faut pas être pessimiste, on a retrouvé beaucoup de jeunes manifestants du 21 avril dans la rue contre la guerre, et des jeunes enseignants dans le mouvement en cours.

Comment voyez-vous l'avenir du FN ?

Malheureusement inchangé, sauf s'il y avait un bouleversement de la donne politique à la suite des grèves en cours. D'autres chocs sont à venir : depuis son origine ce parti est perçu en terme de chocs : choc de 1983 (municipales à Dreux), de 1986 (élection de députés FN à l'Assemblée nationale), de 1988 (14 % pour Le Pen à l'élection présidentielle)... Le 21 avril 2002 s'inscrit dans cette lignée. Jusqu'ici, il n'y a pas eu de réponse adaptée, et le fait que le FN séduise une partie de l'électorat et influe fortement les politiques des gouvernements qui se suivent reste un problème. Ce n'est pas le moment pour Ras L'front de lever le pied.

Propos recueillis par Sylvain Pattieu.

1 Gallimard, 1987, rééd. 2002, coll. « Folio ».

Une internationale brune ?

Jean-Yves Camus

Politologue (Centre européen de recherche sur le racisme et l'antisémitisme). Auteur notamment de : *Le Front national* (éditions Milan) et, avec René Monzat, des *Droites nationales et radicales en France*, Presses Universitaires de Lyon, 1992.

Extrême droite européenne : la rupture de la filiation fasciste ?

Pour quiconque cherche à comprendre et à interpréter les succès électoraux (et les revers, qui ont commencé) des partis politiques classés en Europe occidentale à l'extrême droite, une question récurrente est celle de leur filiation ou de leur différence avec les idéologies que furent le national-socialisme allemand, le fascisme italien ou les diverses formations nationalistes autoritaires qui apparurent dans les années 1930, et dont certaines (Garde de Fer roumaine et Rexisme belge en particulier) continuent de faire l'objet d'un véritable culte parmi les plus radicaux des militants nationalistes de droite. Nous avons défendu, depuis quelque temps déjà, la thèse selon laquelle les partis d'extrême droite qui recueillent les scores électoraux les plus élevés n'ont plus guère de liens, voire pas du tout, avec les formations historiques de ce courant, à l'exception notable du Front national français et du Vlaams Blok flamand¹. Nous les avons catégorisés comme des populismes ultra-libéraux et xénophobes, en insistant sur la rupture essentielle que constitue, vis-à-vis du fascisme, l'adhésion à l'idée d'un État-minimum, réduit à ses fonctions régaliennes, ainsi que l'hyper-individualisme qui transparait dans l'idée omniprésente du *struggle for life* fondateur du projet social du Front national français, par exemple, et qui est évidemment antinomique avec le corporatisme propre aux fascismes.

Une telle analyse est d'ailleurs désormais partagée par des chercheurs d'inspiration marxiste orthodoxe et des militants du mouvement « antifasciste » nettement engagés à gauche. Ainsi Carlos Nelson Coutinho, spécialiste brésilien de Gramsci, se référant au cas des dictatures militaires sud-américaines des années 1960-1970, les définit comme des « régimes dictatoriaux modernisateurs non fascistes », terme qu'il étend au franquisme². Et Graeme Atkinson, un des principaux animateurs du magazine britannique *Searchlight*, admet que « ne pas comprendre que la plupart des partis d'extrême droite ne sont pas fascistes ou néonazis serait lourd de conséquences » pour les orga-